

AKTUELL

LANCEMENT D'UNE POLICE LOCALE

De « bons voisins » pour renforcer le sentiment de sécurité

María Elorza Saralegui

À partir de juillet, les villes de Luxembourg et d'Esch déploient de « nouvelles » patrouilles de police supplémentaires, du moins pour une durée de six mois, afin de renforcer la prévention. Le ministre des Affaires intérieures et les bourgmestres Lydie Polfer (DP) et Christian Weis (CSV) veulent surtout combattre un prétendu sentiment d'insécurité.

Depuis le début de cette semaine, douze patrouilles de police supplémentaires parcourent les deux plus grandes villes du pays. Déployées pour une durée préliminaire de six mois, ces unités de « police locale » font partie du projet pilote phare du ministre des Affaires intérieures, Léon Gloden (CSV). Le gouvernement tient ainsi une promesse électorale après une campagne au cours de laquelle il a multiplié les discours sur l'absence de sécurité dans le pays. « Le travail de proximité de la police vient à manquer », fait remarquer Gloden lors de la présentation des unités de police locale, au cours d'une conférence de presse tenue le 1er juillet. « Cela avait été un des sujets abordés lors des discussions sur l'accord de coalition. »

D'où le déploiement d'une police locale avec l'objectif d'encourager la proximité entre la police et les citoyen·nes, mais pas que. Suite au constat qu'environ 80 % des effectifs policiers sont déjà déployés pour des missions d'intervention, le rôle des patrouilles de police locale – une police locale présentée en « bon voisin » – est de faire de la prévention, rappelle le ministre du parti chrétien-social. Il précise que les coûts des nouvelles patrouilles sont couverts par l'État, sur le budget de la police. Sur le terrain, les unités supplémentaires visent surtout à assurer un travail de prévention et à augmenter le sentiment de sécurité des citoyen·nes de par leur présence – une partie « élémentaire » du travail de la police, souligne le bourgmestre de la Métropole du fer Christian Weis (CSV).

Dans un premier temps quatre agent·es circuleront dans les quartiers de la Gare et du centre-ville d'Esch-sur-Alzette, ainsi que vingt agent·es dans le quartier de la Gare et au centre-ville de la capitale, où 90 policier·ères sont déjà déployé·es. Le projet pilote tire parti du recrutement renforcé mis en place par le ministre sortant, Henri

Kox (déi gréng), qui avait engagé, même tardivement et vers la fin du mandat du gouvernement tricolore, 400 agent·es de police de plus. L'actuel gouvernement poursuit les efforts de recrutement, assure Gloden.

Sauf en cas d'urgence, la police locale ne participera pas aux missions d'intervention, contrairement au travail habituel des patrouilles classiques, explique le directeur général de la Police grand-ducal, Pascal Peters. De même, en fonction des journées et des événements prévus, les unités locales patrouilleront du lundi au samedi, de 7 h à 21 h, à pied, à vélo ou en voiture. Les changements de parcours ainsi que les rotations des patrouilles ne sont, pour leur part, pas encore établis, explique Peters. De leur côté, les deux bourgmestres envisagent la possibilité de déployer les unités à d'autres endroits « selon le besoin ».

Un corps « nouveau » ?

À part un brassard d'un bleu clair arborant les mots « police locale » pour leur apporter la visibilité souhaitée, les unités de police locale font toujours intégralement partie du corps officiel de police. Leur travail à caractère préventif, est cependant distinct, insiste le directeur général Peters : « Les unités se trouvent sur le terrain et hors du système classique d'intervention. Leur objectif principal est de prévenir les délits par leur présence. » Les unités seront en échange régulier avec les bourgmestres.

« Ce que le gouvernement vend ici comme une grande innovation n'est en fin de compte rien de plus qu'une opération marketing du ministère de l'Intérieur », critique déi gréng dans un communiqué. « La seule véritable nouveauté », ce sont les brassards, ironisent les écologistes.

Les critères d'évaluation du projet ne sont pas encore clairs. Selon le directeur général, la police recueillera les avis des maires, des citoyens et des associations afin de dresser un bilan en fin d'année. Si le projet est considéré comme un succès, d'autres communes seront invitées à y participer et l'unité de police locale sera introduite dans la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

De la détresse au bord de la route

(fg) – « Nous ne laissons personne au bord de la route et nous allons chercher ceux qui y sont pour les réintégrer dans la société », a lancé Luc Frieden lors de la fête d'été du CSV, à Hesperange, mardi. Pas certain que cette généreuse déclaration convainque les « travailleurs sociaux intervenant dans la grande précarité » qui, la veille, ont relayé leur désarroi dans une lettre ouverte rendue publique par l'association Solidaritéit mat den Heescherten. Ce groupe de professionnel·les lance un cri d'alarme en faveur des personnes victimes du sans-abrisme, des toxicomanes et de « celles souffrant de problèmes de santé mentale ». Il s'exprime anonymement pour éviter les « représailles », est-il précisé. Il reproche aux autorités, communales et nationales, de ne pas s'attaquer aux racines des problèmes, de ne pas travailler au « rétablissement à long terme des individus touchés ». « Présentés comme un environnement hospitalier et accueillant, les 320 lits qui sont mobilisés pendant cinq mois par l'Action hivernale (Wanteraktioun) ne sont autres qu'une solution à court terme », dont le « but principal est d'éviter un scandale national en cas de décès dans les rues par temps de grand froid », écrivent par exemple les signataires. Ils et elles dénoncent aussi la persistance de clichés qui font passer les bénéficiaires des aides sociales pour des « étrangers profiteurs ». « Il est question de droits de l'Homme et non de préférences politiques pour servir l'intérêt des uns en écrasant la dignité des autres », déplore le texte.

EU-Mindestlohn: Höher, aber nicht genügend

(tf) – Die Einführung eines europäischen Mindestlohns scheint Wirkung zu zeigen – aber nur sehr bedingt. Dies legen statistische Daten nahe, die „Eurofound“ Ende Juni veröffentlichte. Ein Kernelement der im Oktober 2022 verabschiedeten EU-Direktive ist es, dass in Ländern mit einem gesetzlich geregelten Mindestlohn dieser auch einen „angemessenen Lebensstandard“ ermöglichen soll. Dazu soll er mindestens 60 Prozent des mittleren Einkommens und 50 Prozent des Durchschnittslohns betragen (siehe „Auf eine Cola light“ in woxx 1688). Laut Eurofound, der EU-Agentur für die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen, passen sich immer mehr Länder diesen Maßstäben an: „Dies hat eine Rolle bei dem starken Anstieg der nationalen Mindestlöhne für 2024 gespielt.“ Auf einem anderen Blatt steht allerdings die Frage, ob die ausbezahlten Sätze auch tatsächlich ein auskömmliches Leben gewährleisten. Dem wurde laut Eurofound bislang „weniger Aufmerksamkeit geschenkt“. Das ist aber der entscheidende Aspekt: So hatte im Jahr 2022 EU-weit fast ein Viertel (23 Prozent) aller in Vollzeit auf Basis des jeweiligen Mindestlohns Beschäftigten Probleme, von ihrem Gehalt den Lebensunterhalt zu bestreiten. In Griechenland war dies für 93 Prozent Fall, in Luxemburg nur für 4,5 Prozent. Meist sei der Mindestlohn gemäß der Inflationsrate, nicht jedoch entsprechend der für einen angemessenen Lebensstandard erforderlichen Kaufkraft angepasst worden, so die EU-Agentur. Der Europäische Gewerkschaftsbund (Etuc) mahnt daher an, nur die ebenfalls in der Direktive festgelegte Stärkung kollektiver Tarifverhandlungen könne substantielle Veränderungen erwirken.

Juli-Ausgabe des Forum: Reichtum

(woxx) – Für ihre aktuelle Ausgabe hat die Redaktion der Zeitschrift „forum“ das Schwerpunkt-Thema Reichtum gewählt. Dabei wird beispielsweise die Frage erörtert, ob sich materieller Wohlstand umstandslos in ein glückliches und zufriedenes Leben übersetzen lässt. Wie Francesco Sarracino in seinem Beitrag zeigt, ist das in Luxemburg keineswegs der Fall. Dass es also offenbar verschiedene Möglichkeiten gibt, Reichtum zu definieren, ist nicht die geringste Frage, die man mit dem Dossier ausloten will. Weitere Artikel widmen sich steuerlichen Aspekten oder auch dem Zusammenhang der hiesigen Wohnungsnot mit der Konzentration des Besitzes an Grund und Boden. Wieso es vor allem Männer sind, die ökonomisch reich sind, spricht Pierre Balthasar in seinem Artikel zum „Gender Wealth Gap“ an. Einen interessanten Blick wirft Gilles Genot auf das (Kunst-)Stiftungswesen in Geschichte und Gegenwart, das ebenfalls durch monetären Reichtum ermöglicht wird. Außerhalb des Dossiers setzt sich etwa Serge Kollwelter kritisch mit den luxemburgisch-kapverdischen Beziehungen auseinander. Bernardino Tavares beschäftigt sich mit den verschiedenen Ebenen des Rassismus in Luxemburg sowie mit den gesellschaftlichen Bedingungen, in die er verwoben ist. Last but not least nimmt sich Michel Pauly die EU-Wahlberichterstattung des „Luxemburger Wort“ zur Brust. In ihrem Vorwort zeigt sich die forum-Redaktion von ihren Leser*innen übrigens außergewöhnlich reich beschenkt!